

# Les Kabyles de France privés d'espace public

Malgré une présence qui remonte aux premières années du siècle dernier, malgré la succession et l'enracinement de plusieurs générations, les Kabyles de France sont encore et souvent objet d'ignorance, victimes de préjugés, noyés dans un tout indistinct, réduits à une langue, l'arabe, et enfermés dans une religion. Pourtant, s'il est difficile de relever dans l'espace public des structures communautaires représentatives de cette population, l'existence d'une conscience de soi demeure patente, bien vivante et dynamique dans le cadre des sphères privées.

Premier obstacle sur lequel bute une connaissance des Kabyles de France : les données statistiques. Selon Michèle Tribalat, les berbérophones représenteraient 28 % de l'immigration algérienne<sup>(1)</sup>. Ce pourcentage, qui demeure pourtant la seule source scientifique, est contesté sur deux points majeurs : la non-prise en compte, par les enquêteurs, des tranches d'âge des plus de soixante ans et la "faiblesse" du critère "langue parlée" pour déterminer l'appartenance ou la non-appartenance à tel ou tel groupe linguistique ou culturel<sup>(2)</sup>.

Tandis que, pour Mohand Khellil, les Kabyles représenteraient 50 % des membres de la communauté algérienne en France<sup>(3)</sup> et "*certainement plus que moins*", ajoute-t-il, le linguiste Salem Chaker propose une autre évaluation. Selon lui, les berbérophones représenteraient un poids démographique qu'il estime entre 30 % et 40 % de la population algérienne et d'origine algérienne en France. Pour Salem Chaker : "*Au total, la population d'origine algérienne en France doit atteindre actuellement les deux millions de personnes (plus ou moins 750 000 de nationalité algérienne, le reste de nationalité française). Sur ce chiffre, on peut penser qu'une proportion d'au moins un tiers est berbérophone : une estimation de l'ordre de 700 000 berbérophones originaires d'Algérie, en grande majorité des Kabyles, paraît raisonnable.*"<sup>(4)</sup> Il précise même : "*Les pourcentages retenus ici sont des seuils minimums, sans doute en dessous de la réalité, notamment pour les Kabyles, qui constituent une immigration très ancienne, bien intégrée et donc souvent difficile à identifier. Le chiffre de 28 % avancé par Michèle Tribalat (1995) paraît notoirement sous-évalué. Un indice récent de sociologie électorale le confirma d'ailleurs : lors de l'élection présidentielle algérienne de 1997, le candidat kabyle (Saïd Sadi) a obtenu 28 % des suffrages en France. Or, il s'agit de façon certaine d'un vote ethnique, exclusivement ou quasi exclusivement.*"<sup>(5)</sup> Ainsi, l'ensemble des sources existantes ne propose que des ordres de grandeurs et aucune quantifica-

par **Mustapha Harzoune**

1)- *Faire France*, La Découverte, Paris, 1995.

2)- Voir Karima Slimani Dirèche, *Histoire de l'émigration kabyle en France au XX<sup>e</sup> siècle*, L'Harmattan, Paris, 1997.

3)- Mohand Khellil, "Kabyles en France, un aperçu historique", *Hommes & Migrations*, n° 1179, septembre 1994.

4)- Salem Chaker, *Berbères aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris, 1998.

5)- Salem Chaker tient compte dans ce raisonnement à la fois de la non-participation au scrutin du FFS, l'autre formation kabyle, et des abstentionnistes.



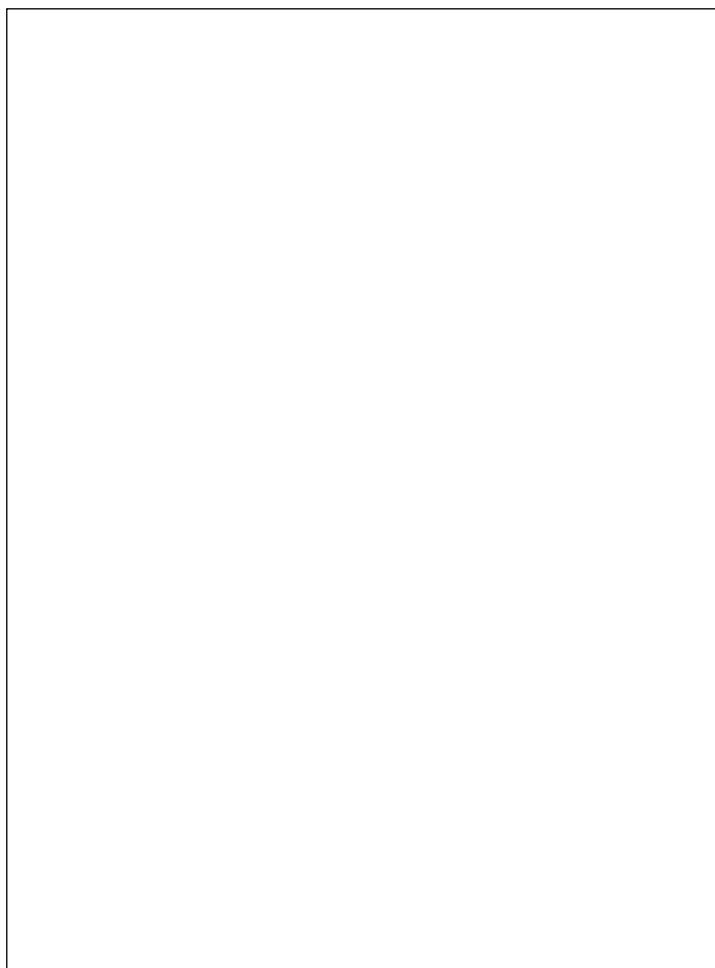
tion précise. Une certitude pourtant, les Kabyles forment une des communautés culturelles et linguistiques parmi les plus importantes de l'Hexagone.

### *Une entraide villageoise et privée*

6)- Nedjima Plantade,  
*L'honneur et l'amertume*,  
Balland, Paris, 1993.

Redoutant plus la solitude que la mort<sup>(6)</sup>, les Kabyles, depuis les premiers âges de leur migration jusqu'à aujourd'hui, se sont fondus dans des structures organisationnelles permettant à la fois de se retrouver entre eux, de maintenir le lien avec le village d'origine et d'organiser un réseau d'entraide et de solidarité. Ces structures relèvent à la fois de la tradition (les assemblées de village ou *tajmaat*) et de l'adaptation à un environnement nouveau (café-hôtel). Pendant un temps, les communautés villageoises ont maîtrisé la noria des migrations, organisant les départs et les retours qui intervenaient généralement après un cours séjour en France, deux à trois ans en moyenne<sup>(7)</sup>.

7)- Voir Nedjima Plantade,  
*op. cit.* ; et Mohand Khellil,  
*op. cit.*



© Lella Bounina.

Comme le remarquait l'écrivain Mouloud Feraoun en 1953 : *“La psychologie des Kabyles d'aujourd'hui se rendant en France n'est plus du tout celle des Kabyles qui leur ont ouvert la route. Les Kabyles de 1953 sont mieux armés que leurs devanciers, parce qu'ils s'adaptent plus facilement aux façons de vivre de la métropole. Par contre, il me semble que les anciens étaient davantage attachés à leur village, à leur terre, aux mœurs kabyles ; ils se hâtaient de retourner chez eux avec leurs économies pour améliorer leur situation au village, ce qui n'est pas automatique aujourd'hui.”*<sup>(8)</sup>

Avec l'allongement de la résidence, les premières femmes kabyles arriveront en France soit par regroupement familial soit par émigration de jeunes couples. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette féminisation progressive de l'immigration kabyle<sup>(9)</sup> bousculera quelques habitudes au sein de cette société où une éthique de comportement très stricte régit les relations interindividuelles, avant de bouleverser la physiognomie puis le devenir communautaire. Il n'est plus envisageable alors de loger dans une chambre d'hôtel et les Kabyles expérimentent une autre forme de relation familiale : le couple et la famille nucléaire, déjà sans doute vécu dans le cadre des couples mixtes formés entre Françaises et Kabyles<sup>(10)</sup>. Les enfants qui naîtront en France métropolitaine enraccineront une présence que l'on croyait, jusqu'à la veille de la décennie quatre-vingt, encore provisoire. Si *“le mythe du retour”* s'est depuis écrasé sur le mur de la réalité, les anciens continuent pourtant de construire une maison au village et les familles à souffrir quand, le moment venu, il faut prendre la terrible décision du lieu où le défunt doit reposer : en France où la famille est maintenant installée ou dans la lointaine terre des ancêtres.

Car depuis plus d'un siècle, et malgré ces nombreux bouleversements et adaptations, l'*“héritage inaliénable”* dont parle Mouloud Feraoun<sup>(11)</sup> – c'est-à-dire *“la terre et le sang”* – demeure. La terre... C'est d'abord celle du village d'origine et la permanence du lien entre ceux qui sont restés et ceux qui sont partis, souvent depuis des générations. Ces liens et cette solidarité persistent grâce aux assemblées de villages qui continuent, en France même et régulièrement, à siéger en relation avec la *“maison-mère”*, l'assemblée qui gère les intérêts du village et veille au respect de son intégrité<sup>(12)</sup>. La terre, ce sont aussi les vacances que tout ou partie de la famille effectue régulièrement *“au pays”*, permettant l'achat de terrains, la construction d'une maison, l'importation de produits divers (véhicules, biens de consommation, mobiliers...), l'organisation de mariages ou simplement de revenir en France après avoir resserré les liens familiaux, s'être informé des derniers événements et chargé de quelques bidons huile d'olive...

Depuis plus d'un siècle,  
et malgré les bouleversements  
et adaptations, l'*“héritage  
inaliénable”* dont parle Mouloud Feraoun  
– *“la terre et le sang”* –, demeure  
essentiel pour la communauté berbère.

8)- Entretien avec Mouloud Feraoun dans *L'effort algérien du 27 février 1953*, repris par *El Watan* du 15 mars 2001.

9)- Nedjima Plantade, dans *L'honneur et l'amertume*, raconte le récit d'une femme émigrée en 1959-1960 à l'âge de trente-trois ans.

10)- Voir le roman de Mouloud Feraoun, *La terre et le sang*, Seuil, Paris, 1998. La première édition de ce roman date de 1953.

11)- Dans *La terre et le sang*, *op. cit.*, p. 39 (éd. de 1976).

12)- Alain Mahé, *Histoire de la Grande-Kabylie, XIX-XX<sup>e</sup> siècles. Anthropologie du lien social dans les communautés villageoises*, Bouchène, Saint-Denis, 2001.

Le sang... Ce sont cette solidarité et cette entraide qui, depuis les premières vagues de l'immigration kabyle, lient entre eux les hommes issus du même lieu d'origine et qui aujourd'hui rassemblent les familles entre elles. La famille demeure le noyau de base de cette solidarité, l'essentiel et peut-être la véritable structure où se tisse ce réseau d'entraide, où circulent les informations, où les liens entre la diaspora et le foyer d'origine demeurent, où se joue la transmission culturelle et où s'organise le marché matrimonial.

Les Kabyles de France n'ont pas su, n'ont pas pu ou n'ont pas voulu investir l'espace public et se doter de structures nouvelles (associations, centres socioculturels, participation à des instances nationales, organes de presse, manifestations nationales, prises de position publique...) capables de supplanter, de moderniser ou de s'inscrire en parallèle à ces modes traditionnels d'organisation.

De ce point de vue, les grandes "messes" artistiques annuelles – Zénith, Palais des Congrès, Bercy – ne parviennent pas à donner le change. Ni même

la mobilisation restée sans lendemain après l'assassinat du chanteur Matoub Lounès ou les récentes manifestations de solidarité avec la Kabylie après le Printemps noir de 2001. Une solidarité qui s'organise plus sûrement par le canal des familles, des voyages et vacances passés au pays, des mandats et des retraites, véritable et souvent seul ballon d'oxygène pour nombre de villages voire pour toute une région sinistrée.

Pourquoi ce déficit de représentativité publique au sein de cette "vieille" communauté de France largement acculturée et bénéficiant d'un capital d'insertion socio-économique important ? Comment expliquer la non-émergence d'interlocuteurs représentatifs alors que depuis une vingtaine d'années – et surtout après 1990 – des structures associatives et des dirigeants ambitionnent justement de représenter cette "communauté" ?

### *1954-1980 : l'entrave politique*

Il est difficile de ne pas voir dans la dimension politique qui, dès le début, inscrit la mouvance associative dans le giron du nationalisme algérien puis de la scène politique algérienne, les premières réponses à ces interrogations. La guerre de libération a réduit au silence toute expression identitaire et culturelle spécifiquement kabyle au nom de l'intérêt commun : la lutte pour l'indépendance nationale. De sorte que depuis 1949 – année de la crise dite "berbériste" –, à l'exception d'une association morte en 1954, il aura fallu attendre les premières années de la décennie soixante pour entendre s'élever des voix opposées aux discours identitaires et culturels des dirigeants de l'Algérie indépendante<sup>(13)</sup>.

Depuis, et durant les deux décennies qui suivront, la première génération de militants kabyles de l'après-indépendance – qui formera, en

Il aura fallu attendre près de quatre-vingts ans pour que les Kabyles se dotent des premières associations dont les projets portent sur sa présence et son devenir en France.

13)- Mohand Arab Bessaoud faisait paraître, en 1963, *Heureux les martyrs qui n'ont rien*, réédité aux éd. Berbères en 1991.

France, les Académies berbères (celle de 1967 autour de Mouloud Mammeri mais surtout celle de 1969 avec Mohand Arab Bessaoud), le Groupe d'études berbères de l'université de Vincennes en 1972, la coopérative Imdyazen en 1978 –, inscrira son action uniquement dans l'opposition au régime d'Alger. Ces structures ont de fait contribué à briser le mur du silence sur la réalité de l'immigration algérienne, sur sa diversité démographique et culturelle, mais elles n'ont jamais cherché à poser le débat en termes de présence sur le sol français d'une communauté qui comptait déjà au moins deux générations. Ce monde de militants politiques algériens côtoyait, sans jamais véritablement la pénétrer, cette communauté immigrée. Il y avait là comme deux réalités sociologiques, culturelles et même nationales distinctes, sans véritables liens entre elles.

Pour avoir osé, au nom de principes démocratiques et identitaires, s'opposer au discours officiel algérien, ces premières associations kabyles ont brisé un tabou. Mais l'enfermement identitaire dans une muséographie, certes ressuscitée mais tout de même simpliste et souvent guerrière, comme parfois les dérapages idéologiques et xénophobes<sup>14)</sup>, ont laissé leur empreinte dans les orientations futures des associations nées dans les années quatre-vingt et même quatre-vingt-dix.

Le discrédit culturel puis la répression politique ont très tôt, dans l'histoire du nationalisme, court-circuité les revendications culturelles et souvent démocratiques<sup>15)</sup>. Depuis 1962 jusqu'aux années quatre-vingt où émergent les premières associations à vocation culturelle, les autorités algériennes se sont aussi appliquées à contrarier, à réprimer ou à manipuler l'expression culturelle berbère. En France, l'Amicale des Algériens en Europe a exercé régulièrement des pressions sur les partenaires potentiels des associations berbères, multiplié les intimidations et les provocations dans le cadre de manifestations publiques, infiltré ces associations au point de rendre paranoïaques des militants ou des responsables associatifs qui voyaient la main de la SM (la sécurité militaire algérienne) derrière toute agitation ou comportement suspect ou jugé comme tel. Cela n'aida pas au développement associatif et à la prise de responsabilité.

Selon Salem Chaker, ces longues décennies de répression, d'intimidation et de suspicion ont réussi, pendant un temps, à distiller chez les Kabyles l'intériorisation d'une culpabilité et à inhiber les décisions politiques imposées par une situation d'oppression et de blocage institutionnel en Algérie<sup>16)</sup>. En immigration, cette intériorisation par la victime elle-même du rejet de l'autre a aussi, en partie et pendant un temps, agit au point d'*"être dévoré par l'idée d'un autre..."*<sup>17)</sup>

### *Les années quatre-vingt : vers un processus d'autonomisation*

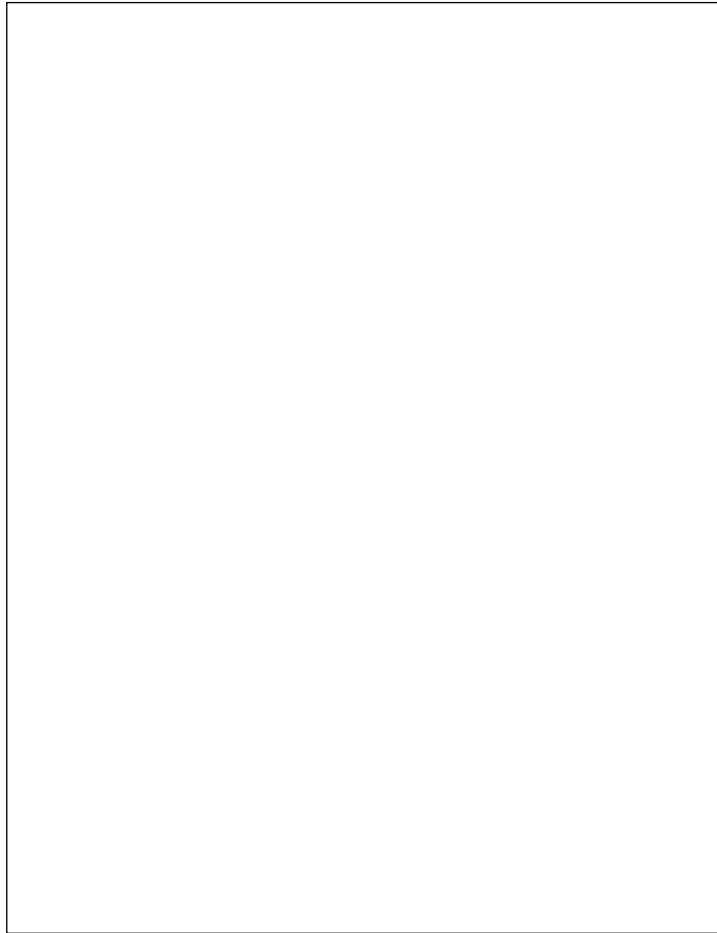
Pourtant, les années quatre-vingt voient émerger les premières associations, qui inscrivent à la fois leur action dans les pas des précé-

14)- Voir Karima Slimani Dirèche, *op. cit.*

15)- Voir notamment Ramdane Redjala, "Le long chemin de la revendication culturelle berbère", *Hommes & Migrations*, n° 1179, septembre 1994 ; et Amar Ouerdane, *La question berbère dans le mouvement national algérien, 1926-1980*, Septentrion, Québec, 1990.

16)- Salem Chaker, *Berbères aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris, 1998.

17)- Toi Derricote, *Noire, la couleur de ma peau blanche. Un voyage intérieur*, éd. du Félin, Paris, 2000.



© Leïla Bousmina.

18)- Pour un tour d'horizon des associations kabyles de France, voir Mustapha Harzoune, "Le mouvement associatif kabyle", *Hommes & Migrations*, n° 1179, septembre 1994.

19)- Faut-il voir un lien entre la multiplication des créations d'associations kabyles en France et la liberté d'expression retrouvée en Algérie, le tout sur fond de *statu quo* politique ?

20)- La liste est consultable sur le site *Kabyle.com*.

dentes (opposition au régime d'Alger), mais aussi et progressivement ébauchent une rupture avec elles (parfois dans des débats internes virulents où s'opposent les anciens militants aux nouveaux responsables associatifs), en affirmant de plus en plus leur caractère culturel et français, esquissant ainsi les contours d'un double processus de désaliénation avec la sphère politique et avec la scène algérienne. Il aura donc fallu attendre près de quatre-vingts ans pour que la communauté kabyle de France se dote des premières associations dont les projets, pour la première fois et explicitement, portent sur la présence et le devenir kabyle en France ! Et encore ne sont-elles, ces associations, qu'une poignée : parmi les plus actives, la pionnière est l'ACB-Paris, suivie d'Abrida à Saint-Ouen, aujourd'hui disparue, ou de l'association Afus deg fus de Roubaix<sup>(18)</sup>.

Le véritable "baby boom" associatif date des années quatre-vingt-dix<sup>(19)</sup>, qui voient la création de plusieurs dizaines d'associations, une centaine seraient aujourd'hui recensées<sup>(20)</sup>, avec quelques tentatives de fédérations (Fédération des associations de culture amazighe de

France – Facaf –, Congrès mondial amazigh – CMA –, Coordination des Berbères de France...) et même d'une télévision (Berbère Télévision – BRTV). L'essentiel des activités se porte sur la langue (tamazight) sur les pratiques culturelles (danse, théâtre, chant, spectacle...) et socioculturelles<sup>(21)</sup>.

21)- Voir Mustapha Harzoune, *op. cit.*

Pourtant, dans ce bouleversement du paysage associatif kabyle, il est difficile de repérer l'émergence d'une dynamique d'ensemble, solide et solidaire. Les tentatives de fédérations piétinent (Facaf), les projets d'envergure nationale ou internationale se réduisent à des initiatives individuelles (BRTV), demeurent pour l'essentiel tournés en direction des pays d'origine (CMA), voire ne sont qu'une coquille vide (La Maison kabyle). Des projets tout aussi ambitieux sont en gestation : la préparation, sous l'égide de la Coordination des Berbères de France, des Assises franco-berbères en 2004, et surtout la création à Paris d'une Maison de la culture berbère (MCB) pilotée par Salem Chaker, qui serait *“un pôle permanent pour la culture berbère, neutre et indépendant”* dont l'objectif est *“de donner à la culture berbère une visibilité à la hauteur de sa présence effective en France”* et d'aider à *“l'enracinement de la vie culturelle berbère dans un contexte clairement français”*.

Au regard du poids démographique des Kabyles d'une part, du capital socio-économique et intellectuel d'hommes et de femmes installées en France depuis plusieurs générations d'autre part, la représentativité de ces associations demeure relative. Quelques centaines d'adhérents pour les plus nombreuses (cinq à six cents pour l'ACB-Paris), souvent beaucoup moins, des locaux exigus quand ils existent, des activités incertaines, des structures parfois éphémères, des initiatives restées à l'état de projets... Entre ces associations et ce public potentiel, un fossé existe et risque de s'élargir.

### *Années quatre-vingt-dix : le retour*

Malgré les désaccords, voire les oppositions entre les militants politiques algériens et les jeunes kabyles de France et la difficile gestation d'un mouvement associatif pionnier, les années quatre-vingt laissaient présager une libération des associations kabyles de la gaine politique et militante algérienne qui les corsetait et nuisait à leur plein épanouissement sur le sol de France. Mais à trois occasions l'actualité algérienne a rattrapé ces structures et contrarié leur développement : 1- Suite à la création, en 1989, du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), les associations kabyles de France se sont scindées entre partisans de la nouvelle formation et partisans du Front des forces socialistes (FFS), l'autre parti kabyle. Les divisions, les oppositions entre dirigeants associatifs, les manipulations des uns et l'en-trisme des autres ont fini par avoir raison d'une dynamique de crois-



sance *sui generis* et par plomber les timides impulsions fédératives. Ces divisions politiques (RCD contre FFS) ont surtout éloigné ces associations des réalités hexagonales et notamment des populations qu'elles étaient censées représenter. Pour Nora Cheddad, la dynamique responsable de l'Espace franco-berbère (EFB) de Créteil, "*ces clivages politiques ont porté préjudice à notre communauté en France*".

2- Avec la guerre civile en Algérie et l'arrivée des premières vagues d'exilés, l'urgence imposait aux associations kabyles de manifester leur solidarité avec les victimes du terrorisme et de se tenir aux côtés des premiers réfugiés : journalistes, intellectuels, professeurs d'université, artistes, etc. Immergées dans les débats du moment (encore et toujours minés par l'opposition entre RCD et FFS et entre "éradiateurs" et "réconciliateurs") et la promotion d'une certaine idée de l'Algérie, ces associations laisseront un peu de leur raison d'être, un peu de leur âme.

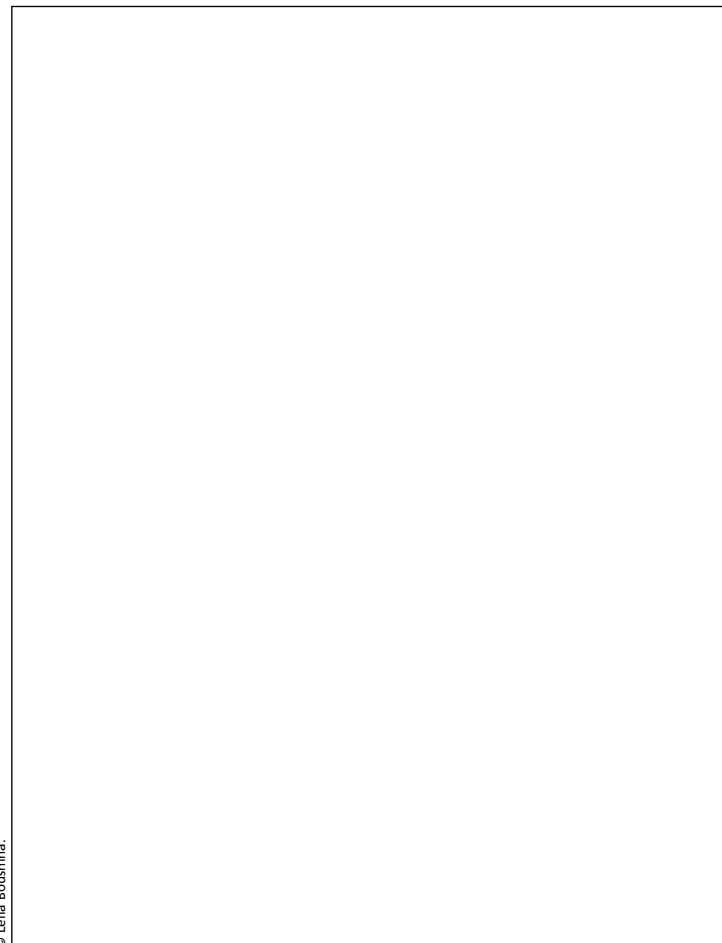
3- La fin de la décennie quatre-vingt-dix voit arriver une nouvelle vague de réfugiés, en provenance d'Algérie et tout particulièrement de Kabylie : les sans-papiers. Cette fois, les associations, qui n'y sont pas préparées, doivent tenter d'apporter un soutien à des hommes et des femmes en demande d'aide sociale. En 2002, Pierre Henry, directeur général de l'association France-terre-d'asile, constatait "*depuis le mois d'août, un doublement, ou même triplement des arrivées d'Algériens qui demandent l'asile territorial en France. Ailleurs, ils vont dans les structures d'accueil d'urgence, à Paris, ils viennent chez nous pour avoir une domiciliation.*" Il précisait : "*Ce sont tous des hommes, âgés de dix-huit à quarante ans, un grand nombre a une formation (électricien, professeur, fonctionnaire, médecin...), et les trois-quarts sont Kabyles.*" "*On donne des visas parfois à des villages entiers*", affirmait France-terre-d'asile. Et la journaliste qui s'entretenait avec Pierre Henry de rapporter : "*En effet, plusieurs étaient vendredi originaires d'Aïn-El-Hammam, les Ouadhias ou Tigzirt.*"<sup>(22)</sup>

22)- Martine Veron, AFP, 26 octobre 2002.

Malgré un coup d'accélérateur donné à la délivrance des visas depuis deux ans – de 47 000 en 1997 à 180 000 en 2000 – l'AFP rapportait le 9 novembre 2002 que "*des dizaines de jeunes Algériens, à la recherche d'une 'vie meilleure' hors de leur pays, bravent presque chaque jour la mort avec une idée fixe : partir coûte que coûte. Ces jeunes, sans cursus scolaire ni travail, dont les demandes de visa sont régulièrement rejetées par les consulats étrangers, n'ont comme ultime recours que la harraga ('émigration clandestine', dans leur jargon), souvent au péril de leur vie.*"

Ainsi, les associations risquent non seulement d'être submergées par les tâches à accomplir mais peut-être et surtout par un public dont les aspirations ne coïncident pas avec les objectifs que se sont assignés ces structures et qui, une nouvelle fois, risque de les éloigner des réalités hexagonales. Les acteurs de la vie associative française sont, par





contrainte ou par incapacité à préserver leur raison d'être, retombés dans un rapport d'aliénation avec l'Algérie. Les débats et les personnalités algériennes ont une nouvelle fois pris le pas sur les questions essentielles au développement associatif en France, contrariant ainsi une meilleure approche des évolutions en cours au sein de la communauté kabyle. Pour des raisons historiques et du fait de l'actualité récente, ces associations, pour la plupart, n'ont pas encore coupé le cordon ombilical qui les lie à l'Algérie, empêchant ainsi que s'instaurent des relations adultes et désaliénées avec tout ce qui vient de ce pays.

### *Les difficultés des associations*

Il n'est pas exagéré de diagnostiquer un déphasage entre ce mouvement associatif et les transformations qui ont traversé la population kabyle de France : rajeunissement, féminisation, acculturation par l'action de l'école et de la société française en général. Certes, l'atta-

chement à la défense de la langue et de la culture berbère demeure fort<sup>(23)</sup>. La question culturelle constitue d'ailleurs le socle sur lequel repose l'action de toutes les associations kabyles. Mais ce "socle" paraît bien incertain pour des jeunes qui vivent une identité composite dont la dimension kabyle ne constitue qu'une des composantes et à qui, *in fine*, ces associations ne renvoient qu'une image partielle voire déformée d'eux-mêmes. Une image qui rappelle l'enfermement et l'instrumentalisation identitaire des aînés, au point parfois de verser dans un fondamentalisme culturel.

Que signifie être kabyle dans cette France du XXI<sup>e</sup> siècle ? Quelles évolutions et interrogations identitaires traversent cette jeunesse placée à la confluence d'au moins deux cultures, de deux mémoires nationales et pourtant au cœur du devenir national français, dans une Europe en construction et une mondialisation aux contours incertains ?

Sur ces questions, de première importance pour les jeunes notamment, les associations demeurent muettes, désarçonnées peut-être. À l'exception d'un "groupe de parole" mensuel, présenté comme "*un soutien parental dans leur rôle éducatif*", proposé par l'EFB Azul à Créteil et animé par Hamid Selmi, ethnopsychiatre, les quelques rares initiatives (colloques) prises par telle ou telle structure ne sont que ponctuelles.

De même, la question de la femme au sein de la communauté kabyle est rarement voire jamais abordée (si ce n'est à travers le Code de la famille en Algérie ou le statut de la femme maghrébine en général). Il y a là comme une chape de plomb. Pourtant, les jeunes filles qui participent aux activités ou suivent les cours dispensés par ces associations témoignent souvent d'une espèce de fracture entre l'image qu'elles doivent renvoyer d'elles-mêmes à la maison, dans le cercle élargi de la famille et ce à quoi, comme toutes les jeunes filles de leur âge, elles aspirent légitimement. Cette question, et plus largement celle des relations entre les femmes et les hommes, se règle avec plus ou moins de bonheur dans le giron des familles, dans le cercle secret de la tradition, des arrangements, des compromis ou des demi-mensonges et des conflits<sup>(24)</sup>.

Si, comme l'a écrit l'écrivain Salah Guemriche, il y a en Algérie deux lignes de fracture, la question culturelle et la question de la femme, elles existent aussi en immigration et, sur le dernier point, rien encore ne permet de dire clairement dans quelle famille se trouvent les associations kabyles de France : famille qui avance ou famille qui recule.

De même, ces associations n'ont pas su attirer ou conserver en leur sein une population socialement et économiquement insérée, acculturée aux valeurs et à la modernité portées par la société française. Cet échec tient sans doute au décalage entre l'image que ces hommes et

*L'investissement associatif et militant kabyle exprime à la fois un dégageement profond de toute logique communautaire et une inscription citoyenne au sein de la société française.*

23)- Un indice en est fourni par les inscriptions croissantes à l'épreuve facultative de langue berbère au baccalauréat – 1 800 inscrits en 2001. Salem Chaker, "Tamazight face à son avenir", *Passerelles*, n° 24, printemps-été 2002. Lire aussi, au sujet des Elco (Enseignements en langues et cultures d'origine), Mohand Tilmatine, "La langue berbère en Europe, vers la fin d'une mystification", *Enseignement des langues d'origine et immigration nord-africaine en Europe : langue maternelle ou langue d'État*, Inalco-Cedrea-CRB, Paris, 1997.

24)- Voir sur ce sujet le travail de Camille Lacoste-Dujardin, et tout particulièrement : *Yasmina et les autres, de Nanterre et d'ailleurs. Filles de parents maghrébins immigrées en France*, La Découverte, Paris, 1992.

ces femmes ont d'eux-mêmes et celle renvoyée par la plupart de ces structures : un "bricolage" culturel peu consistant, une absence de moyens, un faible capital d'expérience et un tissu relationnel peu dense, sans parler de cet ancrage militant et politique d'un autre âge et d'un autre pays.

### *Un investissement social et militant réel*

Pourtant, cette communauté vit et bouge, fait montre d'un dynamisme, souvent individuel, multiforme. Les succès sont nombreux et divers : dans les domaines des arts (Rachid Khimmoune), de la musique (Zebda, Juliette Noureddine, Karim Kacel après Mouloudji et même... Edith Piaf), de la littérature (Tassadit Imache, Mounsi, Lakhdar Belaïd, Akli Tadjer...) du sport (Zidane en étant la figure de proue), des réussites professionnelles – dont un indice est fourni par la création de structures telles que l'Association des juristes berbères ou celle des taxis kabyles, et par l'actuelle vogue des cafés kabyles. Il faut aussi signaler le poids financier de la communauté kabyle (réseau des cafés-hôtels, créations d'entreprises diverses...) et les réussites dans les domaines de la santé, de l'information, dans l'Éducation nationale, la recherche... Des personnalités se sont imposées aux premiers plans, sans pour autant mettre en avant leurs origines kabyles : Mohamed Arkoun, Abdelmalek Sayad, Slimane Zeghidour...

De même retrouve-t-on quantité de Kabyles engagés au sein du mouvement antiraciste citoyen (à SOS-Racisme, au Mrap ou chez les Motivés), humanitaire (avec Une chorba pour tous ou l'association Solimed), et bien sûr en politique. Ainsi, par une intégration réussie, des capacités d'adaptation plurielles, une liberté d'appartenance portée peut-être par cet individualisme caractéristique de la société kabyle, nombre d'hommes et de femmes issus de la communauté berbère ont investi la société française, l'ont faite leur, participent et animent des structures associatives, politiques, militantes qui n'ont rien à voir avec la question berbère. Cet investissement associatif et militant, citoyen et professionnel est à la fois l'expression d'un dégageant profond de toute logique communautaire, et la marque d'une inscription citoyenne au sein de la société française. Un peu comme si, finalement les individus, les hommes et les femmes n'avaient pas besoin de communauté pour exister au sein de la République.

Les Kabyles, jusqu'à présent du moins, ont donc échoué ou refusé de se doter d'une représentativité collective. En revanche, les parcours de réussite sont peut-être plus caractéristiques du processus migratoire et d'intégration que les représentations alarmistes sur les échecs supposés de l'intégration – lesquels tiennent davantage à un facteur temps (durée de la présence en France) et social (quartiers de relégations et discriminations) que culturel ou communautaire. Ils ont non

seulement maintenu des liens dynamiques avec le foyer d'origine, la Kabylie, mais aussi avec la culture et la langue d'origine. Enfin et surtout, ils participent pleinement et à plusieurs titres à la vie et au renom de la cité. L'acculturation à la société française, et notamment à l'individualisme moderne, à la laïcité, à la distinction entre les sphères spirituelles et temporelles, aux pratiques politiques et démocratiques n'est certes pas exclusivement kabyle. Elle a joué dans le passé pour d'autres migrations et participe même de la naissance du mouvement nationaliste au sein de l'immigration algérienne. De ce point de vue, les associations d'aujourd'hui sont les lointaines héritières d'une longue tradition de revendications républicaines et laïques.

Il n'y a aucune spécificité kabyle dans l'histoire des migrations en France. Si, dans ce mouvement général, il faut trouver quelques singularités – dont est porteuse chaque migration –, elles sont à rechercher dans la société traditionnelle, son espace laïc, la place qu'y tient l'islam<sup>(25)</sup> et une conscience de soi forte et durable<sup>(26)</sup>. Cette conscience de soi, née à la fois du maintien de liens sociaux et d'une organisation forte, s'est peut-être renforcée sous l'action d'une "acculturation antagoniste", c'est-à-dire d'une définition par opposition, qui insiste sur la différence avec ce qui est estimé être responsable de l'oppression culturelle : l'idéologie arabo-islamique, l'instrumentalisation politique de l'islam, l'actualité sanglante algérienne, la répression en Kabylie...

Ces deux formes d'acculturations – générale et spécifique – se conjuguent pour entretenir le sentiment que l'espace laïc est garant du respect des opinions de tous et de la prise en compte de la diversité des composantes des populations d'origine algérienne et de leur rapport à la religion. Ici, la conscience de soi, de sa singularité tant historique que culturelle interfère dans l'option laïque. ◀

25)- Mustapha Harzoune, "Notes sur les Kabyles et la laïcité", *Hommes & Migrations*, n° 1218, mars 1999.

26)- Voir Alain Mahé, *op. cit.*



- Renaud Sagot**, "Kabyles sur le Net"  
 ► Dossier *Migrants.com*, n° 1240, novembre-décembre 2002
- Mustapha Harzoune**, "Notes sur les Kabyles et la laïcité"  
 ► Dossier *Laïcité mode d'emploi*, n° 1218, mars-avril 1999
- Dossier *Les Kabyles. De l'Algérie à la France*  
 N° 1179, septembre 1994